

Questions orales

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Le 6 décembre, le Canada entier était en deuil. Quatorze jeunes femmes avaient été massacrées à Montréal. Pourtant, depuis ce jour si tragique, le gouvernement a fermé des centres d'accueil pour femmes, coupé les fonds pour la recherche et annulé des publications.

Et voilà qu'un ministre fait des remarques qui insultent les femmes du Canada, et qu'une autre applaudit!

Le premier ministre va-t-il enfin prouver aux femmes qu'il les comprend, qu'il les écoute et exiger la démission de ces deux ministres?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai assisté à ces funérailles absolument horribles et tragiques. J'ai communiqué personnellement avec toutes les familles en cause. Je suis en communication depuis ce temps avec certains des parents affectés par cette tragédie énorme.

Je prends pour acquis que le chef des néo-démocrates ne fait aucun lien de quelque nature que ce soit entre cette grande tragédie et les gestes administratifs que pourrait poser un gouvernement quelconque. Car si cela était le cas, il y aurait matière à réflexion de la part de tous les députés de la Chambre.

Le fait est que le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger a majoré d'au-delà de 100 p. 100 la position des femmes dans les postes décisionnels au sein de la Fonction publique fédérale. Nous avons nommé deux autres femmes à la Cour suprême du Canada, pour la première fois dans l'histoire. Quand nous avons pris le pouvoir, il y avait, je pense, deux femmes au poste d'ambassadeur, il y en a maintenant 13. Il y avait trois femmes au rang de sous-ministre, il y en a maintenant 21.

Toutes nos actions, monsieur le Président, ont été dirigées dans le but de provoquer une situation de justice sociale envers les femmes du Canada.

Avant que je sois assermenté comme premier ministre du Canada, il n'y avait que deux femmes au Conseil des ministres du Canada. Nous en avons maintenant 6. Depuis la semaine dernière, la ministre de la Justice et procureur général du Canada est une femme pour la première fois dans notre histoire.

Voilà un dossier dans lequel nous sommes préoccupés du sort des femmes, et nous allons en faire davantage pour améliorer la situation de la femme au Canada.

[Traduction]

LE BUDGET

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. En juin 1989, il a déclaré dans une allocution: «Nous tenterons de plus en plus de rendre notre société compétitive. Nous nous concentrerons à investir à long terme dans la main-d'oeuvre, la formation, l'éducation, les technologies stratégiques, la recherche et le développement.»

Le premier ministre peut-il nous expliquer comment les restrictions budgétaires qu'il a annoncées et qui touchent les paiements de transfert, les subventions à la formation et au recyclage, les dépenses au titre de la recherche et du développement et l'aide financière aux étudiants contribueront à garantir la productivité au pays, à veiller, comme il le dit, à la création d'une société compétitive? Peut-il concilier les restrictions budgétaires avec la création d'une société plus juste et plus généreuse?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il n'y a pas un grain de vérité dans les allégations du député. En fait, tous les domaines qu'il a énumérés ont affiché des hausses. Aucun d'entre eux n'a subi de restrictions. Dans certains domaines, le taux de croissance a été réduit.

Depuis cinq ans, les paiements de transfert que le gouvernement du Canada verse aux provinces ont augmenté de plus de 6,5 p. 100, tandis que nous maintenons le taux de croissance des dépenses de nos programmes à 3,5 p. 100. Pendant que nous tentons de résorber le déficit national, que nous mettons en disponibilité 12 000 fonctionnaires à Ottawa, le gouvernement de l'Ontario embauchait 7 000 fonctionnaires et augmentait ses dépenses de 10,1 p. 100 par an.

Tout cela explique la crise inflationniste à laquelle le Canada doit faire face. Le député devrait poser sa question au premier ministre de l'Ontario et non au premier ministre du Canada.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, fait assez intéressant, si nous examinons les transferts, nous voyons qu'il y a transfert de fonds et de points d'impôt, mais qu'en fait il y a moins d'argent.

Des voix: Non!

M. Duhamel: Mais si.